

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/43137]

## 17 SEPTEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant premier ajustement de la réforme des milieux d'accueil

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 7 et 15 du décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le régime transitoire des milieux d'accueil, modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s et abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2017 approuvant le règlement de l'Office relatif à l'autorisation d'accueil, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 2004 relatif à la reconnaissance des formations et qualifications du personnel des milieux d'accueil, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 septembre 2003 relatif aux cas de force majeure et circonstances exceptionnelles, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2003 fixant la liste des catégories de services ou institutions dispensées d'autorisation et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2007 portant approbation des modalités fixées par l'ONE en vertu de l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation des milieux d'accueil ;

Vu le « test genre » réalisé le 12 juin 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis du Conseil d'avis de l'Office de la naissance et de l'enfance, donné le 9 juillet 2020 ;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la naissance et de l'enfance, donné le 26 août 2020 ;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 67.648/2/V du Conseil d'Etat, donné le 27 juillet 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit : « § 2. Le service d'accueil d'enfants ou la crèche doit être organisé par une personne morale. ».

**Art. 2.** À l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « en ce compris ses propres enfants de moins de 3 ans présents dans le lieu d'accueil » sont insérés entre les mots « 4 enfants équivalents temps plein » et les mots « et de 5 enfants présents simultanément au plus ».

**Art. 3.** A l'article 11, alinéa 2, 5<sup>o</sup>, du même arrêté, les mots « conformes aux articles 50 à 55 » sont remplacés par les mots « conformes aux articles 50 à 54 ».

**Art. 4.** L'article 14 du même arrêté est remplacé par ce qui suit : « Art. 14. Le personnel du service d'accueil d'enfants et de la crèche ne peut faire partie des instances décisionnelles du pouvoir organisateur qu'à concurrence de la moitié de leurs membres au maximum. ».

**Art. 5.** À l'article 22, alinéa 2, du même arrêté, les mots « et des co-accueils salariés » sont supprimés.

**Art. 6.** L'article 33 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit : « L'ONE détermine les modalités relatives à l'ouverture des lieux d'accueil des services d'accueil d'enfants. ».

**Art. 7.** A l'article 34, alinéa 2, du même arrêté, la numérotation « a, c, d, e, f, g, h, i, j, k, l, m » est remplacée par la numérotation : « a, b, c, d, e, f, g, h, i, j, k, l ».

**Art. 8.** A l'article 37, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « selon les modalités reprises en annexe » sont supprimés ;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, les mots « d'un service d'accueil d'enfants ou » sont supprimés.

**Art. 9.** A l'article 38, § 3, alinéa 2, du même arrêté, la phrase « Toute décision d'octroi ou de refus définitif d'autorisation est également notifiée au Bourgmestre compétent » est supprimée.

**Art. 10.** A l'article 44, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « conformément à l'article 55 » sont remplacés par les mots « conformément à l'article 54 ».

**Art. 11.** L'article 58, 2., est complété par le texte suivant : « Pour l'application de cette norme, il sera tenu compte de l'organisation pratique des sections au sein du lieu d'accueil. ».

**Art. 12.** A l'article 64, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « Toute ouverture d'un nouveau lieu d'accueil ou déménagement même temporaire d'un lieu d'accueil » sont remplacés par les mots « Tout déménagement, même temporaire, d'un lieu d'accueil d'une crèche ou d'un(e) accueillant(e) d'enfants indépendant(e) ».

**Art. 13.** A l'article 80, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le mot « compétents » est supprimé.

**Art. 14.** A l'article 86, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> tiret, du même arrêté, les mots « selon les modalités révisées à l'article 15 du décret » sont remplacés par les mots « selon les modalités prévues à l'article 10 du décret ».

**Art. 15.** A l'article 87 du même arrêté, il est ajouté un 4° rédigé comme suit :

« 4° la crèche doit être organisée par une association sans but lucratif, un pouvoir public ou une société coopérative agréé comme entreprise sociale. ».

**Art. 16.** L'article 88, 2°, du même arrêté est complété par ce qui suit :

« ou d'au moins 11h par jour à fixer entre 6h et 19h, du lundi au vendredi et minimum 230 jours par an. La durée d'ouverture journalière de la crèche peut être réduite de maximum 3h par mois pour l'organisation de réunions d'équipe pour autant que le contrat d'accueil ou le projet d'accueil le prévoie ».

**Art. 17.** L'article 89 du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« Art. 89. § 1<sup>er</sup>. Le droit au subsidie d'accessibilité renforcée sociale ou horaire en crèche est octroyé au pouvoir organisateur de la crèche moyennant le respect des conditions suivantes :

1° le respect des conditions visées à l'article 88, 1° à 4° ;

2° le dépôt d'un projet selon modèle déterminé par l'ONE portant d'une part sur les besoins identifiés justifiant une accessibilité sociale ou horaire renforcée et d'autre part sur les moyens que le pouvoir organisateur entend mettre en œuvre pour rencontrer ces besoins incluant l'implication du personnel, les partenariats, l'adaptation du projet d'accueil et l'implication des parents ;

3° pour l'accessibilité sociale renforcée : selon les modalités fixées par l'ONE, accorder une priorité à l'inscription portant sur plus de 50% à 80% de sa capacité autorisée pour répondre à des besoins spécifiques au sens de l'article 88, 5° ;

4° pour l'accessibilité horaire renforcée : selon les modalités fixées par l'ONE offrir une disponibilité d'accueil de minimum 15 heures par semaine au-delà des minima requis par l'article 88, 2° dans les périodes suivantes :

- le matin avant 7 heures ;
- l'après-midi après 18 heures ;
- le week-end.

§ 2. Les droits aux subsidies d'accessibilité sociale ou horaire renforcée peuvent être cumulés. Le droit au subsidie d'accessibilité renforcée est octroyé pour une durée de cinq ans renouvelable après évaluation par l'ONE portant sur la mise en œuvre du projet visé au § 1<sup>er</sup> 2°, la qualité et l'accessibilité de l'accueil, le respect des conditions d'octroi du droit au subsidie. ».

**Art. 18.** L'article 91 du même arrêté est complété par un 5° rédigé comme suit :

« 5° le service d'accueil d'enfants doit être organisé par une association sans but lucratif, un pouvoir public ou une société coopérative agréé comme entreprise sociale. ».

**Art. 19.** L'article 93 du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« Art. 93. Le droit au subsidie d'accessibilité sociale renforcée d'un service d'accueil d'enfants est octroyé au pouvoir organisateur de celui-ci moyennant le respect des conditions suivantes :

1° le respect des conditions visées à l'article 92 ;

2° le dépôt d'un projet selon le modèle déterminé par l'ONE portant, d'une part, sur les besoins identifiés justifiant une accessibilité sociale renforcée et, d'autre part, sur les moyens que le pouvoir organisateur entend mettre en œuvre pour rencontrer ces besoins, incluant l'implication du personnel, les partenariats, l'adaptation du projet d'accueil et l'implication des parents ;

3° selon les modalités fixées par l'ONE, accorder une priorité sur l'inscription portant sur plus de 50% à 80% de la capacité d'accueil d'une partie des lieux d'accueil du service avec un minimum de 36 places pour répondre à des besoins spécifiques au sens de l'article 88, 5°.

Le droit au subsidie d'accessibilité sociale renforcée est octroyé pour une durée de 5 ans renouvelable après évaluation par l'ONE portant sur la mise en œuvre du projet visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> 2°, la qualité et l'accessibilité de l'accueil, le respect des conditions d'octroi du droit au subsidie. ».

**Art. 20.** A l'article 94 du même arrêté, l'alinéa 2 est complété par les mots « pour autant que l'engagement du membre du personnel soit effectif ».

**Art. 21.** A l'article 99 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1<sup>er</sup> tiret, les mots « 0,5 ETP pour 35 places » sont remplacés par les mots « 0,5 ETP jusqu'à 35 places » ;

2° au 2<sup>ème</sup> tiret, les mots « 0,75 ETP jusqu'à 70 places » sont remplacés par les mots « 0,75 ETP de 42 à 70 places ».

**Art. 22.** A l'article 105, § 4, du même arrêté, les mots « définis à l'article 1<sup>er</sup> 9° et 11° » et « au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 12° » sont supprimés.

**Art. 23.** A l'article 107 du même arrêté, les mots « visée aux articles 97 à 100 » sont remplacés par les mots « visée aux articles 98 à 100 ».

**Art. 24.** A l'article 110, § 2 du même arrêté, l'alinéa 3 est complété par les mots « à l'exception du personnel des lieux d'accueil ».

**Art. 25.** A l'article 126, § 1<sup>er</sup>, 1°, du même arrêté, les mots « entre 5 et 10 heures » sont remplacés par les mots « de 5 heures et plus ».

**Art. 26.** L'article 130 du même arrêté est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour les crèches ne bénéficiant pas de subsidies visés au titre III, l'article 15 et l'article 59, entrent en vigueur en 1<sup>er</sup> janvier 2022. ».

**Art. 27.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 130/1 rédigé comme suit :

« Art. 130/1. Par dérogation à l'article 59, le personnel de direction d'un milieu d'accueil autorisé avant le 1<sup>er</sup> juillet 2020 ne bénéficiant pas de subsides visés au titre III peut compter dans l'encadrement de la crèche. ».

Par dérogation à l'article 5 § 2, une crèche autorisée avant le 1<sup>er</sup> juillet 2020 et ne bénéficiant pas de subsides visés au Titre III peut être organisée par une personne physique jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2026 ».

**Art. 28.** A l'annexe 2 du même arrêté, intitulée « tableau des motifs et modalités de justification pouvant être pris en compte à concurrence du quota de 40 jours visé à l'art. 124 § 2 alinéa 1<sup>er</sup> », les mots « déclaration sur l'honneur » en tant que justificatifs sont remplacés par « notification orale ou écrite ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le régime transitoire des milieux d'accueil modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s et abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2017 approuvant le règlement de l'Office relatif à l'autorisation d'accueil, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 2004 relatif à la reconnaissance des formations et qualifications du personnel des milieux d'accueil, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 septembre 2003 relatif aux cas de force majeure et circonstances exceptionnelles, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2003 fixant la liste des catégories de services ou institutions dispensées d'autorisation et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2007 portant approbation des modalités fixées par l'ONE en vertu de l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation des milieux d'accueil*

**Art. 29.** L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le régime transitoire des milieux d'accueil, modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s et abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2017 approuvant le règlement de l'Office relatif à l'autorisation d'accueil, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 2004 relatif à la reconnaissance des formations et qualifications du personnel des milieux d'accueil, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 septembre 2003 relatif aux cas de force majeure et circonstances exceptionnelles, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2003 fixant la liste des catégories de services ou institutions dispensées d'autorisation et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2007 portant approbation des modalités fixées par l'ONE en vertu de l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation des milieux d'accueil est remplacé par « arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le régime transitoire des milieux d'accueil ».

**Art. 30.** Dans les articles 2, 3 et 4 du même arrêté, les mots « Sans préjudice de l'article 17 du décret » ou « sans préjudice des articles 15 et 17 du décret » sont chaque fois remplacés par les mots « sans préjudice de l'article 15 du décret ».

**Art. 31.** A l'article 8 du même arrêté, les mots « visés à l'article 4, § 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « visés à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup> ».

**Art. 32.** A l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les mots « des articles 57 à 59 » sont remplacés par les mots « des articles 57 et 58 » ;

2° le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Dans l'intervalle, lorsque la contribution financière moyenne par jour et par enfant visée à la réglementation existante dépasse un montant fixé par l'Office, lequel ne peut être supérieur à 12,05 euros, une cotisation est perçue par l'Office de la Naissance et de l'Enfance à charge de la crèche, conformément au tableau en annexe du présent arrêté.

Un montant est prélevé sur le produit de la cotisation perçue par l'Office de la Naissance et de l'Enfance en vue de garantir à chaque crèche une contribution financière moyenne par jour et par enfant de 12,03 euros. ».

**Art. 33.** L'article 12/1 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Durant la période s'étendant du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 31 décembre 2021, l'ONE testera les modalités de subsides d'accessibilité et d'accessibilité renforcée auprès des milieux d'accueil visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>. A cette fin, l'ONE organisera des rencontres individuelles avec les pouvoirs organisateurs des milieux d'accueil concernés. ».

**Art. 34.** Dans l'article 13 du même arrêté, les mots « l'article 130, alinéa 3 » sont remplacés par « l'article 130, alinéas 2 et 3 ».

**Art. 35.** Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 2 intitulée « tableau de rétrocession visé l'article 11, § 3 ».

#### CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

**Art. 36.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 2020.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les articles 26, 32 et 35 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**Art. 37.** Le Ministre qui a l'enfance dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 septembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes,  
B. LINARD

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/43137]

**17 SEPTEMBER 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende eerste aanpassing van de hervorming van de opvangvoorzieningen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 7 en 15 van het decreet van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot bepaling van de overgangsregeling voor de opvangvoorzieningen, tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 dat de vergunning en subsidiëring regelt van kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders en tot opheffing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 betreffende de algemene regeling van de opvangvoorzieningen, het besluit van 1 februari 2017 tot goedkeuring van het reglement van de ONE betreffende de onthaalvergunningen, het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 2004 betreffende de erkenning van de opleiding en kwalificaties van het personeel van de opvangvoorzieningen, het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 september 2003 betreffende overmacht en uitzonderlijke omstandigheden, het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2003 houdende de lijst van categorieën van diensten of instellingen die van een vergunning zijn vrijgesteld en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2007 houdende goedkeuring van de voorwaarden die door de ONE zijn vastgesteld krachtens artikel 18 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 tot reglementering van de opvangvoorzieningen ;

Gelet op de « gendertest » uitgevoerd op 12 juni 2020 met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies van de Adviesraad van de « Office de la naissance et de l'enfance », gegeven op 9 juli 2020 ;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van de « Office de la naissance et de l'enfance », gegeven op 26 augustus 2020 ;

Gelet op het advies nr. 67.648/2/V van de Raad van State, gegeven op 27 juli 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs ;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Wijzigingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders**

**Artikel 1.** In artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders, wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

« § 2. De dienst voor kinderopvang of het kinderdagverblijf moet door een rechtspersoon georganiseerd worden. ».

**Art. 2.** In artikel 8, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « met inbegrip van zijn eigen kinderen onder de drie jaar die aanwezig in de opvangplaats » ingevoegd tussen de woorden « 4 kinderen berekend in voltijdsequivalenten » en de woorden « en maximaal 5 kinderen die gelijktijdig aanwezig zijn ».

**Art. 3.** In artikel 11, tweede lid, 5°, van hetzelfde besluit worden de woorden « overeenkomstig de artikelen 50 tot en met 55 » vervangen door de woorden « overeenkomstig de artikelen 50 tot 54 ».

**Art. 4.** Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : « Art. 14. Het personeel van een dienst voor kinderopvang en van een kinderdagverblijf mag slechts lid zijn van de beslissingsorganen van de inrichtende macht naar rata van hoogstens de helft van hun leden. ».

**Art. 5.** In artikel 22, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « en (mede)onthaalouders in loondienst » geschrapt.

**Art. 6.** Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : « De « ONE » bepaalt de nadere regels betreffende de opening van de opvangvoorzieningen van de diensten voor kinderopvang. ».

**Art. 7.** In artikel 34, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt de nummering « a, c, d, e, f, g, h, i, j, k, l, m » vervangen door de nummering : « a, b, c, d, e, f, g, h, i, j, k, l ».

**Art. 8.** In artikel 37 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « volgens de in de bijlage beschreven procedures » geschrapt ;

2° in het tweede lid worden de woorden « voor een dienst van opvang of » geschrapt.

**Art. 9.** In artikel 38, § 3, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt de zin « Elke beslissing om een vergunning te verlenen of definitief te weigeren wordt eveneens ter kennis gebracht van de bevoegde burgemeester. » geschrapt.

**Art. 10.** In artikel 44, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « overeenkomstig artikel 55 » vervangen door de woorden « overeenkomstig artikel 54 ».

**Art. 11.** Artikel 58, 2., wordt aangevuld als volgt : « Voor de toepassing van deze norm zal rekening gehouden worden met de praktische organisatie van de afdelingen binnen de opvangplaats. ».

**Art. 12.** In artikel 64, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « De opening van een nieuwe opvangvoorziening of zelfs een tijdelijke verhuizing van een opvangvoorziening. » vervangen door de woorden « Elke verhuizing, zelfs tijdelijk, van een opvangvoorziening, een kinderdagverblijf of een onafhankelijk kinderopvangster ».

**Art. 13.** In artikel 80, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « bevoegde » geschrapt.

**Art. 14.** In artikel 86, § 1, 2e streepje, van hetzelfde besluit worden de woorden « overeenkomstig de modaliteiten van artikel 15 van het decreet » vervangen door de woorden « volgens de nadere regels bepaald in artikel 10 van het decreet ».

**Art. 15.** In artikel 87 van hetzelfde besluit wordt een 4° toegevoegd, luidend als volgt :

« 4° het kinderdagverblijf moet georganiseerd worden door een vereniging zonder winstoogmerk, een overheid of een coöperatieve vereniging erkend als sociale onderneming. ».

**Art. 16.** Artikel 88, 2°, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« of ten minste 11 uur per dag te plannen tussen 6 uur en 19 uur, van maandag tot vrijdag en ten minste 230 dagen per jaar. De dagelijkse openingstijd van het kinderdagverblijf kan met maximaal 3 uur per maand worden verkort voor de organisatie van teamvergaderingen zolang het opvangcontract of het opvangproject daarin voorziet ».

**Art. 17.** Artikel 89 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 89. § 1. Het recht op subsidie voor een betere sociale toegankelijkheid of een toegang per uur van het kinderdagverblijf wordt toegekend aan de inrichtende macht van het kinderdagverblijf onder de volgende voorwaarden:

1° de naleving van de voorwaarden bedoeld in artikel 88, 1° tot 4° ;

2° de indiening van een project, overeenkomstig het door de ONE vastgestelde model dat betrekking heeft, enerzijds, op de geïdentificeerde behoeften die een betere sociale toegankelijkheid of toegang per uur rechtvaardigen en, anderzijds, op de middelen die de inrichtende macht wenst uit te voeren om aan deze behoeften te voldoen, met inbegrip van de betrokkenheid van het personeel, de partnerschappen, de aanpassing van het opvangproject en de betrokkenheid van de ouders

3° voor een betere sociale toegankelijkheid : volgens de nadere regels bepaald door de « ONE », voorrang geven aan de inschrijving voor meer dan 50% tot 80% van de toegestane capaciteit om te voldoen aan specifieke behoeften in de zin van artikel 88, 5° ;

4° voor een betere toegankelijkheid per uur : volgens de nadere regels bepaald door de « ONE » een minimumbeschikbaarheid van 15 uur per week aanbieden die verder gaat dan in het artikel 88, 2°, vereiste minimum in de volgende periodes :

- in de ochtend vóór 7 uur ;
- in de namiddag na 18 uur ;
- in het weekend.

§ 2. Het recht op subsidies voor een betere sociale toegankelijkheid of toegang per uur kunnen worden gecumuleerd. Het recht op subsidie voor een betere toegankelijkheid wordt toegekend voor een periode van vijf jaar, hernieuwbaar na evaluatie door de "ONE" over de uitvoering van het project bedoeld in § 1, 2°, de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang, de naleving van de voorwaarden voor de toekenning van het recht op subsidie.".

**Art. 18.** Artikel 91 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een 5°, luidend als volgt :

« 5° de dienst voor kinderopvang moet georganiseerd worden door een vereniging zonder winstoogmerk, een overheid of een coöperatieve vereniging erkend als sociale onderneming. ».

**Art. 19.** Artikel 93 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 93. Het recht op subsidie voor een betere sociale toegankelijkheid van een dienst voor kinderopvang wordt aan de inrichtende macht ervan toegekend onder de volgende voorwaarden:

1° de naleving van de voorwaarden bedoeld in artikel 92 ;

2° de indiening van een project, overeenkomstig het door de ONE vastgestelde model dat betrekking heeft, enerzijds, op de geïdentificeerde behoeften die een grotere sociale toegankelijkheid rechtvaardigen en, anderzijds, op de middelen die de inrichtende macht wenst uit te voeren om aan deze behoeften te voldoen, met inbegrip van de betrokkenheid van het personeel, de partnerschappen, de aanpassing van het opvangproject en de betrokkenheid van de ouders

3° volgens de nadere regels bepaald door de « ONE », voorrang geven aan de inschrijving voor meer dan 50% tot 80% van de toegestane capaciteit van een gedeelte van de opvangplaatsen van de dienst met minimum 36 plaatsen om te voldoen aan de specifieke behoeften in de zin van artikel 88, 5°.

Het recht op subsidies voor een betere sociale toegankelijkheid kan worden toegekend voor een periode van 5 jaar, hernieuwbaar na evaluatie door de "ONE" over de uitvoering van het project bedoeld in het eerste lid, 2°, de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang, de naleving van de voorwaarden voor de toekenning van het recht op subsidie. ».

**Art. 20.** In artikel 94 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid aangevuld met de volgende woorden « op voorwaarde dat de aanwerving van het personeelslid effectief is ».

**Art. 21.** In artikel 99 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 1ste streepje worden de woorden « 0,5 VTE voor 35 plaatsen » vervangen door de woorden « 0,5 VTE tot 35 plaatsen » ;

2° in het 2de streepje worden de woorden « 0,75 VTE tot 70 plaatsen » vervangen door de woorden « 0,75 VTE van 42 tot 70 plaatsen ».

**Art. 22.** In artikel 105, § 4, van hetzelfde besluit worden de woorden « omschreven in artikel 1, 9° en 11° » en « in de zin van artikel 1, 12° » geschrapt.

**Art. 23.** In artikel 107 van hetzelfde besluit worden de woorden « bedoeld in de artikelen 97 tot 100 » vervangen door de woorden « bedoeld in de artikelen 98 tot 100 ».

**Art. 24.** In artikel 110, § 2 van hetzelfde besluit wordt het derde lid aangevuld met de woorden « met uitzondering van het personeel van de plaatsen van opvang ».

**Art. 25.** In artikel 126, § 1, 1<sup>o</sup>, van hetzelfde besluit worden de woorden « tussen 5 en 10 uur » vervangen door de woorden « van 5 uur en meer ».

**Art. 26.** Artikel 130 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« In afwijking van het eerste lid, voor de kinderdagverblijven die geen subsidies bedoeld in titel III genieten, treden artikel 15 en artikel 59 op 1 januari 2022 in werking. ».

**Art. 27.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 130/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 130/1. In afwijking van artikel 59 kan het leidinggevend personeel van een opvangmilieu dat erkend is vóór 1 juli 2020 en dat niet in aanmerking komt voor de subsidies bedoeld in titel III, meetellen bij de omkadering van het kinderdagverblijf. ».

In afwijking van artikel 5 § 2, kan een kinderdagverblijf dat vóór 1 juli 2020 erkend is en dat niet in aanmerking komt voor de subsidies bedoeld in Titel III, tot 1 januari 2026 door een natuurlijke persoon georganiseerd worden ».

**Art. 28.** In bijlage 2 van hetzelfde besluit, inzonderheid « tableau des motifs et modalités de justification pouvant être pris en compte à concurrence du quota de 40 jours visé à l'art. 124 § 2 alinéa 1<sup>er</sup> », worden de woorden in de Franse tekst « déclaration sur l'honneur » en tant que justificatifs vervangen door « notification orale ou écrite ».

**HOOFDSTUK II. — Wijzigingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot bepaling van de overgangsregeling voor de opvangvoorzieningen, tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 dat de vergunning en subsidiëring regelt van kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders en tot opheffing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 betreffende de algemene regeling van de opvangvoorzieningen, het besluit van 1 februari 2017 tot goedkeuring van het reglement van ONE betreffende de onthaalvergunningen, het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 2004 betreffende de erkenning van de opleiding en kwalificaties van het personeel van de opvangvoorzieningen, het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 september 2003 betreffende overmacht en uitzonderlijke omstandigheden, het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2003 houdende de lijst van categorieën van diensten of instellingen die van een vergunning zijn vrijgesteld en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2007 houdende goedkeuring van de voorwaarden die door de ONE zijn vastgesteld krachtens artikel 18 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 tot reglementering van de opvangvoorzieningen**

**Art. 29.** Het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot bepaling van de overgangsregeling voor de opvangvoorzieningen, tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 dat de vergunning en subsidiëring regelt van kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders en tot opheffing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 betreffende de algemene regeling van de opvangvoorzieningen, het besluit van 1 februari 2017 tot goedkeuring van het reglement van ONE betreffende de onthaalvergunningen, het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 2004 betreffende de erkenning van de opleiding en kwalificaties van het personeel van de opvangvoorzieningen, het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 september 2003 betreffende overmacht en uitzonderlijke omstandigheden, het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2003 houdende de lijst van categorieën van diensten of instellingen die van een vergunning zijn vrijgesteld en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2007 houdende goedkeuring van de voorwaarden die door de ONE zijn vastgesteld krachtens artikel 18 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 tot reglementering van de opvangvoorzieningen wordt vervangen door « besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de overgangsregeling van de opvangvoorzieningen ».

**Art. 30.** In de artikelen 2, 3 en 4 van hetzelfde besluit worden de woorden « Onverminderd artikel 17 van het decreet » of « onverminderd de artikelen 15 en 17 van het decreet » telkens vervangen door de woorden « onverminderd artikel 15 van het decreet ».

**Art. 31.** In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de woorden « bedoeld in artikel 4, § 1 » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 4, eerste lid ».

**Art. 32.** In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in paragraaf 2 worden de woorden « de artikelen 57 tot en met 59 » vervangen door de woorden « de artikelen 57 en 58 » ;

2<sup>o</sup> paragraaf 3 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Wanneer, ondertussen, de gemiddelde financiële bijdrage per dag en per kind bedoeld in de bestaande regelgeving hoger is dan een bedrag bepaald door de "ONE" dat niet hoger mag zijn dan 12,05 euro, wordt een bijdrage geïnd door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" ten laste van het kinderdagverblijf, overeenkomstig de tabel gevoegd bij dit besluit

Er wordt een bedrag afgetrokken van het product van de bijdrage geïnd door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » om elk kinderdagverblijf een gemiddelde financiële bijdrage per dag en per kind van 12,03 euro te garanderen. ».

**Art. 33.** Artikel 12/1 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Tijdens de periode die van 1 juli 2020 tot 31 december 2021 loopt zal de « ONE » de nadere regels voor de subsidies voor de toegankelijkheid en voor een betere toegankelijkheid bij de opvangmilieus bedoeld in het eerste lid testen. Daartoe zal de « ONE » individuele bijeenkomsten organiseren met de inrichtende machten van de betrokken opvangvoorzieningen. ».

**Art. 34.** In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 130, derde lid » vervangen door de woorden « artikel 130, tweede en derde lid ».

**Art. 35.** In hetzelfde besluit wordt een bijlage 2 ingevoegd in de Franse tekst, luidend als volgt « tableau de rétrocession visé l'article 11, § 3 ».

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

**Art. 36.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2020.

In afwijking van het eerste lid hebben de artikelen 26, 32 en 35 uitwerking met ingang van 1 januari 2020.

**Art. 37.** De Minister van Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 september 2020.

Voor de Regering :

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/15605]

**18 JUILLET 2020. — Arrêté ministériel agréant le cahier des charges « Farine Bayard - Agriculture raisonnée » au titre du système régional de qualité différenciée**

Le Ministre de l'agriculture,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, l'article D.179, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 instaurant le système régional de qualité différenciée pour les produits agricoles et les denrées alimentaires, l'article 8, § 5, et l'article 10, § 5 ;

Vu l'avis du 26 mai 2020 du groupe d'experts constitué temporairement et spécifiquement en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 instaurant le système régional de qualité différenciée pour les produits agricoles et les denrées alimentaires, article 8, §§ 3 et 4, modifiés le 14 juillet 2016,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le cahier des charges « Farine Bayard - Agriculture raisonnée » figurant en annexe du présent arrêté est agréé en tant que cahier des charges menant à une production de qualité différenciée.

Le cahier des charges peut être consulté sur le portail de l'agriculture wallonne à l'adresse suivante : <http://environnement.wallonie.be/legis/agriculture/qualitepromotion.htm>, sous la rubrique « Systèmes de qualité ».

**Art. 2.** L'organisme certificateur PROMAG s.p.r.l., Novalis Science Park, rue de la Science 8 à 6900 Aye, est agréé pour la certification de la conformité des produits aux exigences dudit cahier des charges.

Fait à Namur, le 18 juillet 2020.

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/15605]

**18. JULI 2020 — Ministerieller Erlass zur Zulassung des Lastenhefts "Farine Bayard - Agriculture raisonnée" im Rahmen des regionalen Systems der differenzierten Qualität**

Der Minister für Landwirtschaft,

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.179 § 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Einführung eines regionalen Systems der differenzierten Qualität für Agrarerzeugnisse und Nahrungsmittel, Artikel 8 § 5 und Artikel 10 § 5;

Aufgrund des am 26. Mai 2020 abgegebenen Gutachtens der Sachverständigengruppe, die vorübergehend und eigens in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Einführung eines regionalen Systems der differenzierten Qualität für Agrarerzeugnisse und Nahrungsmittel, Artikel 8 § 3 und 4, abgeändert am 14. Juli 2016, gebildet wurde,

Beschließt:

**Artikel 1** - Das Lastenheft "Farine Bayard - Agriculture raisonnée", das den Anhang des vorliegenden Erlasses bildet, wird als Lastenheft, das zu einer differenzierten Qualitätsproduktion führt, zugelassen.

Das Lastenheft kann in französischer Sprache auf den Webseiten des Internetportals der wallonischen Landwirtschaft eingesehen werden: <http://environnement.wallonie.be/legis/agriculture/qualitepromotion.htm>, unter der Rubrik "Systèmes de qualité".

**Art. 2** - Die bescheinigende Stelle "PROMAG s.p.r.l." mit Sitz in 6900 Aye, Novalis Science Park, rue de la Science 8, wird für die Zertifizierung der Übereinstimmung der Erzeugnisse mit den Anforderungen des Lastenheftes zugelassen.

Namur, den 18. Juli 2020

W. BORSUS